

L'ETAT ET LES COMMUNAUTES EN SYRIÉ

BREF HISTOIRE DE L'ETAT-NATION DE SYRIE

La Syrie, contrairement à l'Égypte qui a vécu depuis des millénaires un puissant pouvoir centralisé appuyé par un système hydraulique millénaire, a connu des dizaines de royaumes qui ont coexisté ou se sont succédé. Cette héritage a influencé tout l'histoire du pays qui n'a presque jamais eu des frontières sûrs et des régimes stables.

La Syrie est un pays sans tradition étatique ; l'Etat n'est qu'un enjeu, comme l'a décrit Ibn Khaldoun au XIVème siècle, que se disputent des bandes armées dans un cadre qui est globalement ce qu'on pourrait appeler une anarchie politique. Tout à tour, telle bande occupe l'appareil d'Etat, ou plutôt le recrée, car il n'y a pas de professionnels de l'administration dans un régime qui est à la fois décentralisé et personnalisé.

D'autre part ce pays est marqué par une structure des identities collectives parfaitement cosmopolite. Ce cosmopolitisme prend sa source surtout des différences religieuses. A côté de la population sunnite majoritaire qui forme % 70 de la population, il existe des grands minorités religieuses comme celles des alaouites (la plus grande minorité religieuse qui forme plus de % 10 de la population totale et la communauté qui tient le Pouvoir par l'intermédiaire du *Ba'th*), les chrétiens arabes et arméniens de différents sectes, les druzes ect. qui occupent la place primordiale dans

le pouvoir malgré leur faible densité. Ces originalités a beaucoup influencé l'histoire moderne de la Syrie caractérisée par une certaine laïcité.

Après l'armistice de Mondros une nouvelle période a commencé pour la Syrie. A cette époque, les précurseurs de la *Nahda* (Renaissance), les chrétiens de Syrie, actifs et ouverts aux démocraties européennes sont pour un régime démocratique et parlementaire. Une des raisons du choix du parlementarisme est motivée par le fait qu'il permet de préserver le leadership de la majorité sunnite tout en diminuant le rôle de son chef, devenu président, roi ou sultan. Le *chef* musulman se transforme ainsi en institution occidentale. Ceci est permis aux chrétiens syriens de s'assurer un rôle dans la direction du pays et d'être traités à l'égalité avec leurs concitoyens sunnites. Alors, une constitution approuvée suit à l'intronisation du Roi Fayçal (1920) instaure une monarchie constitutionnelle avec un gouvernement responsable devant la *Chambre des Députés*, et connaît les *Droits des individus et des groupements*, établit l'égalité devant la loi.

L'Etat syrien contemporain est ainsi né en 1919 mais le régime ne pourrait survivre que quelques mois. La défaite de l'armée syrienne le 24 juillet 1920 devant les troupes françaises à Maysaloun permet l'application du régime du mandat international en Syrie. Mais l'œuvre de sécularisation continue.

L'occidentalisation et la sécularisation du régime se poursuivent et s'amplifient avec le régime de mandat. Un courant laïcisant se développe parmi les intellectuels chrétiens, bien sûr, mais également parmi les intellectuels et hommes d'Etat musulmans. L'Etat national indépendant apparaît dans leur discours, comme étant l'unique solution. En effet, les

trois constitutions mises en vigueur jusqu'à la création de l'union syro-égyptienne en 1958 maintiennent cette option avec la précision que la religion du chef d'Etat doit être l'Islam.

La Constitution est promulguée en 1928 suite à la révolte de 1925-1927 qui a commencé dans le Djebel Druze* . Quant au traité franco-syrien, il n'a pu être signé qu'en 1936 après de longues péripéties.

Pendant cette période la Grande Syrie qui occupe surtout la Syrie actuelle et le Liban, est divisée en plusieurs parties : Etat du Grand Liban, Etat des Alaouites, Etat d'Alep, Etat du Djebel Druze. Ainsi au nom du principe *diviser pour mieux régner*, le Mandat favorisait l'émergence de plusieurs petits Etats à l'identité minoritaire marquée. Enfin toujours soucieux de s'appuyer sur les minorités pour faire pièce au pouvoir sunnite de Damas, les Français ont favorisé et organisé la scolarisation, jusque là presque inconnue, des enfants des communautés minoritaires et ont poussés les plus brillants d'entre eux vers les carrières administratives et en particulier, le métier des armes. Cela va changer la structure de la Syrie qui était caractérisé par la domination de la bourgeoisie sunnites conservateurs sur les minorités musulmans ou non-musulman au profit d'un certain front qui base sur les minorités, les gens des régions rurales, les sunnites progressistes sous la domination des cadres d'élites militaires d'origine alaouites.

Comme la conséquence de tous ces causes, ce pays qui a un dictatorialat séculaire qui se légitime par le nationalisme arabe et qui se base sur la collobaration des élites des groupes ethniques minoritaires sous la domination des élites militaires alaouites, vit dans un état politique

* Pour les détails sur les révoltes des tribus alaouites, druze et bédouins pendant la période de mandat française, voir. Christian Velud, "Syrie : Etat mandataire, mouvement national et tribus" in **Le Monde Arabe Maghreb Machrek**, n° 147, Janvier-mars 1995, pp. 48-71.

extrêmement sensible qui continue à sa survie par la contrainte continuelle sur les citoyens qu'on peut nommer comme le *Terrorisme d'Etat*.

La compréhension de la structure originale du système politique où le Pouvoir se trouve dans les mains des élites des communautés minoritaires de la Syrie moderne, nécessite la clarification de l'état du Ba'th qui est le parti dominant, la place de l'armée dans le système, le changement dans la place sociale des communautés religieuses en Syrie, l'affrontement entre le front "laïc" formés par des élites des minorités et les élites sunnites-arabe progressistes et le front d'opposition qui est formé surtout par les intégristes musulmans-sunnites par le billet du fameux association des Frères Musulmans (*Ihvân-ý mûslim*) et les tensions entre les régions rurales et les villes fief du conservatisme sunnite.

L'HISTOIRE DU BAA'TH ET DE LA PRISE DU POUVOIR PAR LES MINORITES

Dès 1933, Zaki al-Arsouzi, Alaouite d'Alexandrette, fonde une *Ligue d'action nationale* qui se veut nationaliste et socialiste sur le modèle des partis fascistes européens. Au-delà de ses objectifs affichés d'indépendance, de réveil culturel et de panarabisme, la Ligue se veut intégratrice. Il s'agit, de substituer à la référence religieuse une référence nationale qui permettrait à la minorité de ne plus voir son existence sociale et politique contestée sur une base religieuse. Arsouzi se heurte à la fois

aux Français, aux Turcs mais aussi au pouvoir bourgeois de Damas. Ses idées font cependant leur chemin chez les jeunes Alaouites du nord, chez les druzes et les jeunes sunnites des provinces périphériques, *oubliés* eux aussi du développement industriel et commerçant des villes. Fin de 1940, il a créé à Damas une première version d'un *Ba'ath al-Arabi* (Parti de la résurrection arabe), mais il a dû se retirer à Lattaquieh. Son influence morale a joué beaucoup de rôle dans la formation du nouveau Ba'ath fondé en 1943 par le chrétien Michel Aflaq et le sunnite Salaheddin Bitar.

Panarabe, socialiste, laïque, social, le Ba'ath séduit à la fois les minorités non musulmanes ou dissidentes de l'Islam et nombre de ruraux musulmans orthodoxes face à l'hégémonie de la bourgeoisie sunnite. Son caractère authentiquement arabe le rend plus attractif et moins sujets de controverse que le *syrianisme* réducteur du PPS (Parti Populaire Syrien) ou l'athéisme importé du PC (Parti Communiste), autres refuges idéologiques et militants des minorités. Pendant vingt ans, le Parti va être patiemment infiltré puis utilisé par les Alaouites au détriment des autres groupes qui le composent (chrétiens, druzes, ismaéliens, sunnites, provinciaux) pour prendre le contrôle de l'appareil militaire, puis politique et enfin économique et financier de l'Etat syrien.

Les minorités ont su profiter de la lacune issue de l'erreur fondamentale de la bourgeoisie affairiste et conservatrice sunnite de Syrie qui a cru que son monopole économique et financier lui garantissait le contrôle permanent d'un appareil d'Etat conçu comme un lieu d'arbitrage et de représentation que comme un réel instrument de pouvoir. L'appareil de contrainte de l'Etat avait toujours été dans les mains étrangères et l'on

avait bien su s'en accommoder. Les minorités ont su profiter de cette lacune politique et culturelle et, au premier rang d'entre elles, les Alaouites.

Les Alaouites ont utilisés le climat politique du monde arabe des années de 1950, qui relativisait le poids de l'islam en faveur d'idéologies peu connotées sur le plan religieux (nationalisme, marxisme). Et depuis le coup d'Etat du 8 mars 1963, cette minorité s'est donc progressivement assurée, sous la conduite de général Hafez el-Assad, un contrôle étroit de pouvoir, de l'appareil civil et militaire de l'Etat.

Ce septième coup d'Etat qui met fin à la dernière expérience parlementaire en Syrie étaient l'œuvre de militaires appartenant à un ensemble de trois formations : ba'siste, nassériens et un groupe d'indépendants. La composition du cabinet marque l'irruption d'une classe de dirigeants appartenant à des familles citadins modestes et à une souche rurale qui a eu accès à l'enseignement et à la carrière militaire. Dès 1964 les radicaux sont entrés au gouvernement et ont porté le volume du secteur public de 25 % à 75 %.

Dès son accession au pouvoir. Assad renforce rapidement l'emprise alaouite sur l'appareil de contrainte de l'Etat. Le recrutement et les promotions dans l'Armée favorisent massivement la communauté au détriment des sunnites mais aussi des autres minorités. Afin de contrôler l'Armée au recrutement malgré tout hétérogène, le Président encourage la création des forces spéciales ou des forces paramilitaires de composition quasi exclusivement alaouite et confiées au commandement de proches.

Il s'agit en faite d'opérer une nouvelle donne politique et sociale inversant les hiérarchies où les Kalbiyyeh (le tribu de Assad) deviendraient

dominants chez les Alaouites, les Alaouites dominants dans la société syrienne et la Syrie dominante dans l'ensemble arabe, chaque renversement garantissait la pérennité du précédent. L'idéologie du parti du Ba'ath, avec son contenu unitaire, nationaliste, laïque et social se prêtait particulièrement bien à ce projet.

Bien que l'appareil de défense soit dominant dans l'Etat syrien qui lui consacre depuis 1948 près de la moitié de son budget, le contrôle alaouite instauré par Hafez el-Assad ne s'arrête pas à l'Armée. Progressivement, tout l'appareil politique et administratif du pays voit augmenter substantiellement la part de la communauté de son animation. C'est d'abord le Ba'ath déjà se trouve avec la moitié des sièges de son commandement occupés par des Alaouites. En 1990, cinq Gouverneurs de provinces (*mohafez*) sur quatorze appartenait à la communauté. Les ministères considérés comme sensibles ou influents (Justice, Finances. Information, Education) sont également sous la tutelle communautaire. A titre d'exemple, à la fin des années 80, dans les quatorze facultés de l'Université de Damas, fief traditionnel de la bourgeoisie sunnite, 7 doyens et 5 vice-doyens administratifs étaient Alaouites. Les postes les plus en vue ont été laissés à des sunnites qui ne peuvent ainsi se plaindre d'atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire et doivent en assumer l'impopularité éventuelle mais ils sont solidement *marqués* par des adjoints alaouites. La gestion des cultes paraît elle-même ne pas échapper à cette logique communautaire puisque, la charge de *Mufti de la République* est maintenant systématiquement confiée à un Imam kurde.

Enfin, le pouvoir alaouite récupère à son profit la mainmise de l'Etat sur l'économie et les finances du pays. En 1945, celles-ci sont aux mains

de quatre ou cinq milles familles de la bourgeoisie sunnite et chrétienne. Dès la prise du pouvoir par le Ba'ath un train de mesures socialisantes et dirigistes, supposées corriger les inégalités contribuent à transférer sous tutelle de l'Etat ou son administration directe, une part importante des entreprises industrielles, des banques et sociétés de crédit et d'assurance. Le ressentiment communautaire n'est pas absent puisque les Alaouites étaient parmi les exclus de l'enrichissement du pays. Plus que le fond des réformes, c'est de leur forme qui choque la bourgeoisie citadine car l'intervention brutale dans les rapports juridiques internes de l'appareil de production, son soutien aux syndicats agricoles et ouvriers contre les propriétaires et entrepreneurs, ses oukases dans la fixation des salaires et des prix effraient la société marchande.

L'Etat conserve les trois-quarts du potentiel économique national qui vont être peu à peu transférés à des Alaouites et à leurs clients. La stratégie du pouvoir est de s'orienter vers une démarche plus subtile et plus lente afin de rendre ce transfert à la fois acceptable, inévitable et difficilement réversible. Dans l'Etat syrien militarisé, l'étatisation de l'économie s'analyse fréquemment en un placement des entreprises sous tutelle de l'armée et de ces cadres d'active et de réserve où prédomine maintenant l'élément alaouite.

Aujourd'hui, les villes côtières, vitales pour le *réduit*, encore majoritairement peuplées de sunnites en 1970 sont en voie d'*alaoutisation* rapide (en 1990 : 70 % d'Alaouites à Tartous, 65 % à Banyas et Jeblé, 55 % à Lattaquieh).

En Syrie on peut parler de trois cercles de pouvoir qui montrent la forme tribale de la bureaucratie. Dans le premier cercle il se trouve la

proche famille du Président par le sang et par l'alliance et les membres les plus proches de son *clan*. Autour de ce premier cercle, évolue un second qui plus strictement militaire formé par les composantes de la communauté. Le troisième cercle du pouvoir est constitué de personnalités de confiance, qui ne sont pas des personnalités de premier plan de la communauté mais qui occupent des fonctions clés d'exécution ou de médiation* .

L'Opposition de l'Islam Orthodoxe Contre la Dictature Séculariste

Les Frères Musulmans

L'association des Frères Musulmans de Syrie s'est formée en 1945 comme une fédération de plusieurs associations musulmans de Syrie. Cette association qui est fortement infiltré dans les régions urbains de Syrie n'a eu aucun succès dans les régions rurales du pays. Ses membres étaient généralement des petits bourgeois, des commerçants de souk. Les Frères Musulmans voulaient apporter des résolutions islamiques aux problèmes sociaux et économiques de la Syrie. Leur discours a été formulé par un islamisme activiste qui est contre au soufisme. Et, ils sont devenus une grande force économique et sociale dans les années de 1950. D'après

* Pour les détails sur la classification de la nomenclatura syrienne, voir Alain Chouet, "L'Espace tribal alaouite à l'épreuve du pouvoir", in **Monde Arabe Maghreb Machrek**, no:147, Janvier-mars 1995.

Moustafa Sýbaî, le fameux leader des FM : *l'Islam est la religion d'action et de travail pas la religion des discussions sans intérêts.*

Les activités de cette association a été empêché avec les autres associations et partis après l'unification de la Syrie et Egypte. Cette état a aussi continué après la prise du pouvoir par *Ba'ath*.

Dans les années de 1970, les FM ont décidé de continuer à l'opposition contre le régime baathiste avec lutte armée systématique. Au 8 février 1976 *le djihad* a commencé. Après l'arrestation des leaders des FM en 1979, les moudjahids de l'association ont fait une opération au 16 juin 1979 à l'école militaire d'Alep et ont tué 60 étudiants alaouites.

En 1973, après la tentative de former une constitution *laïque* le régime a confronté avec une opposition sérieuse. Surtout à Hama et Homs on a vu nombreuses révoltes. Enfin, le régime a dû faire quelques modifications dans la Constitution comme la nécessité d'être musulman pour le Président.

Le Front d'Islam de Syrie

Le Front d'Islam (*al-Cabha al-Islamiyye fi Suriya*) s'est établi en 1980 comme un toit qui s'unifie tous les courants musulmans sous la domination des FM. Le Front a déclaré que l'unité nationale et la vraie liberté politique peuvent être réalisé seulement dans le contexte d'un Etat Islamique de Syrie. On peut parler d'une certaine affrontement entre l'Iran et le Front à cause des relations entre l'Etat de Syrie et l'Iran. Mais

plusieurs déclarations du Front acceptent la Révolution d'Iran comme un gain du monde musulman.

Le Front accuse le régime d'être l'instrument d'un secte et de provoquer les affrontements entre les sectes. Le Front a déclaré dans son *Beyanat* que le Front n'a pas une hostilité spéciale aux Alaouites et pour qu'ils ne forment que % 10 de la population, ils ne peuvent pas attendre que leur domination sur la majorité va continuer longtemps. S'ils laissent de soutenir les Assads et s'ils aident à leurs donner la punition qu'il faut, ce n'est pas trop tard pour empêcher une lutte sanglante. Cette déclaration explique sous entendu qu'il s'agit une opposition entre les membres du Front et la communauté alaouite.

Le Front déclare qu'il va changer la structure de l'armée, empêcher la situation privilégiée des régions alaouites, de fermer les écoles étrangères. Le Front s'oppose au système bancaire et propose d'établir une Banque d'Islam.

La Ville contre le Régime

“La machine de guerre n'a pas la guerre pour objet. Elle a une autre origine, elle est un autre agencement que l'appareil d'Etat. D'origine nomade, elle est dirigée contre lui” Ici on trouve la notion khaldounienne de *bâdiya* par opposition à la ville donc *hadâra*, un clivage qui constitue un autre plateau de lecture de la réalité syrienne, et de compréhension de la crise.

En liaison avec les Frères musulmans, les commerçants du *souq* représentent l'ordre traditionnel, une société civile dont il se voudraient le dernier bastion résistant encore aux assauts de *l'Etat moderne*. Lequel l'Etat est désormais incarné par une minorité allogène à l'ordre urbain, une nouvelle élite dirigeante arrivée au pouvoir avec la *Révolution* par le canal de l'armée et du parti, aux origines rurales très marqués : alaouites, druzes, ismaéliens, mais aussi sunnites de la région du Hauran et de l'Euphrate.

Dans l'imaginaire du mouvement d'opposition au régime, une telle situation est vécue dans une large mesure en référence au système islamique de codification du rapport *ville/campagne*.

A l'appui de cette thèse, on notera le faible recrutement urbain des partis politiques syriens, en particulier au niveau des cadres dirigeants. A propos du Ba'ath, Sami Al-Jundi, l'un des ses premiers militants, note qu'il s'est développé dès l'origine à la campagne. E. Rouleau a écrit juste titre qu'elle était la revanche des campagnes.

Ayant donc dépossédée de sa *da'wa* nationaliste, la ville se présente aujourd'hui comme la gardienne de l'Islam et d'un héritage de la civilisation vieux de quatorze siècle. Enfin, l'opposition des islamistes citadins avaient pris une forme sérieux et elle est écrasé d'une façon très dur. Dans le cas de Hama, symbole de la vie traditionaliste et le fief des Frères Musulmans, qui est la quatrième ville de Syrie avec 250.000 habitants, les forces armées ont tués entre 10.000-25.000 militants d'après un rapport d'Amnesty International de novembre 1983. Avant cet événement, Rifat al-Assad avait pu se déclarer prêt à sacrifier un million de

citoyens (10 % de la population) pour sauver la Révolution* . Hama a pris son part avec 25.000 morts sur 250.000 citoyens. Donc, la nation syrienne est au bout de la Kalachnikov.

* Teshrin (1ère juillet 1980)

Le clivage confessionnel ?

A un premier niveau d'analyse se situe le clivage confessionnel, entre les Alaouites qui représentent % 10 de la population syrienne, regroupés dans la chaîne montagneuse au nord-ouest et la majorité sunnite (%70).

Pour les Frères Musulmans, c'est la contradiction principale : la crise actuelle est présentée par eux comme le résultat d'un complot contre l'Islam, dans lequel les Alaouites restent les acteurs principaux et le Ba'ath et l'armée ne sont que les instruments entre leurs mains.

Mais on ne peut nier que l'imaginaire politique de ce pays, la référence à l'Etat séculariste soit toujours présenté malgré tout. D'autant que le modèle, sur la base de la célèbre formule de Boutros Boustani : *Al-din lillah, al watan lil-jami* (la religion pour Dieu et la patrie pour tous) a été pensé dans les milieux syriens de la Renaissance (*Nahda*) arabe au XIXe siècle. L'application de ce *modernisme* politique la Syrie fut en 1946 la première *république* proclamée dans le monde arabe. Donc, dans l'exemple de la Syrie il s'agit, depuis des décennies, un front séculariste formé par les alaouites, les druzes, les chrétiens et les sunnites progressistes. Contre ce front qui prend sa force des régions rurales et des minorités religieuses il y avaient et il y a encore une opposition des traditionnalistes citadins.

L'avant-garde de cette opposition est actuellement les Frères Musulmans. Après l'écrasement des rebelles des islamistes de 1982, l'opposition syrienne a unifié sous le toit du Front d'Islam Syrien dans lequel les Frères Musulmans occupent la place primordiale.

On peut parler d'une certaine affrontement entre les sunnites et les alaouites et la peur de perdre leurs situations pour les élites alaouites. Les événements sanglants entre 1977-1982, à Alep et Hama ont été vécu comme des affrontements communautaires en raison de l'identité des victimes (alaouites à Alep, sunnites rigoristes à Hama)* .

C'est difficile de nommer seulement comme le clivage confessionnel l'état actuel de Syrie. On peut même dire que que certains courants de l'opposition comme le *Mouvement du 23 février* (le Ba'ath de la tendance dure Salah Jedid, au pouvoir entre 1966 et 1970) ou *La Ligue d'action communiste* recrutent essentiellement dans la communauté alaouite. C'est mieux d'expliquer le cas de la Syrie avec le clivage entre le front séculariste des élites militaires et bureaucrates soutenus généralement par les minorités et par la population des régions rurales et le front islamiste qui s'appuient aux groupes traditionnalistes sunnites des régions urbains. Il faut noter aussi qu'il y a une opposition à caractère laïque des groupes radicaux contre le régime despotique. Dans cette contexte l'Etat-Nation Syrien séculaire qui a des difficultés pour maintenir le soutien du peuple continue à sa survie avec des fins d'équilibres et dans un cercle de *révolte-pression*.

Donc, le régime joue le carte des identités pour sa survie. Cela donne, paradoxalement, à l'Etat, un caractère d'Etat-Nation moderne qui est à la fois dans une structure tribale. L'Etat, en supprimant la base économique qui pourrait produire des élites contestataires, en maintenant dans une pauvreté relative un grand nombre de gens, même qu'il est faible,

* Lors de la guerre de 1973, à un observateur diplomatique français qui s'étonnait que la première division enterre ses chars aux portes de Damas et que l'armée syrienne n'exploite pas la profondeur stratégique du territoire syrien pour obliger les Israéliens à allonger démesurement leurs lignes, Ibrahim Safi, le commandant alaouite avait répondu : << Si nous (les Alaouites) quittons Damas, vainqueurs ou vaincus, nous ne pourrions pas y revenir.

se donne les moyens, en cas de pénurie, de distribuer une rente qu'il tire du développement et de l'exploitation, à l'extérieur de la guerre. Cela lui permet de créer des liens de clientélisme et aussi de faire, l'économie de la répression policière. Le but final est bien d'échapper au cycle infernal des fluctuations de l'Etat khaldûnien où des bandes armées succèdent à d'autres bandes armées.

BIBLIOGRAPHIE :

ABDULLAH, Ömer Faruk, Suriye Dosyasý, 2^e édition, Akabe Yayýnlarý, Istanbul, 1988.

CHOUKET, Alain, "L'Espace tribal alaouite à l'épreuve du pouvoir", in Monde Arabe Maghreb Machrek, n° 147, janvier-mars, 1995.

MICHAUD Gérard, "L'Etat de Barbarie, Syrie 1979-1982" in **Esprit**, 1994-95.
- "Terrorisme d'Etat Terrorisme contre Etat", in **Esprit**, 1994-95.

VELUD Christian, "Etat mandataire, mouvement national et tribus (1920-1936)" in Monde Arabe Maghreb Machrek, n° 147, janvier-mars, 1995.

"La Syrie" in **Les Régimes Politiques Arabes**, PUF, 1990.